

Unité départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

SAINT-BARTHÉLÉMY, le 06 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

PREMIER TECH HORTICULTURE (Falienor)

Le Ciron
BP 6
49680 VIVY

Références : EC-2022-424-INSP-PREMIER TECH-Vivy-RAP
Code AIOT : 0006302147

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2022 dans l'établissement PREMIER TECH HORTICULTURE (Falienor) implanté Le Ciron BP 6 49680 VIVY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 11/10/2022 a pour objectif de faire le point sur les suites de l'inspection du 16/08/2022.

A l'issue de l'inspection du 16/08/2022, 2 arrêtés ont été signés par le préfet de Maine-et-Loire :

- DIDD-2000 n°248 du 26/08/2022 : arrêté de mise en demeure de disposer des moyens suffisants pour la lutte contre les incendies et de mesures d'urgence de stopper toute nouvelle entrée de matières premières tant que les moyens de lutte contre les incendies ne sont pas présents sur site;
 - DIDD-2022 n°267 du 08/09/2022 : arrêté pour prescrire la mise à jour de l'étude de dangers, le suivi de la qualité des eaux du bassin de rétention suite aux incendies et le curage du bassin de rétention.
- Les prescriptions arrivées à échéances, de ces 2 arrêtés préfectoraux ont été regardées lors de l'inspection du 11/10/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PREMIER TECH HORTICULTURE (Falienor)
- Le Ciron BP 6 49680 VIVY
- Code AIOT : 0006302147

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Premier Tech est un fabricant de support de culture à partir de fibres végétales naturelles. Le site est exploité sous couvert de l'arrêté préfectoral du 16/09/2004, modifié le 02/10/2007, 08/04/2008, 07/12/2012. Le courrier du 15/11/2019 donne acte à l'exploitant de l'extension de l'emprise foncière et de l'augmentation de la puissance du transformateur électrique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- plateforme de réception des matières brutes ;
- bassin de rétention ;
- équipement mélangeur à l'entrée du parking.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Mesures réactives	Arrêté Préfectoral de mesures d'urgence du 26/08/2022, article 2	/	Sans objet
8	Mise à jour de l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral complémentaire du 08/09/2022, article 2	/	Sans objet
9	Qualité des eaux du bassin	Arrêté Préfectoral du 08/09/2022 de mesures d'urgence, article 3	/	Sans objet
10	Curage du bassin de rétention	Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Constat inspection du 16/08/2022 - Information	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69	/	Sans objet
2	Constat inspection du 16/08/2022 - Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 07/11/2012, article 2	/	Sans objet
3	Constat inspection 16/08/2022 - lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 19	/	Sans objet
5	Suspension des entrées de matières premières	Arrêté Préfectoral de mesures d'urgence du 26/08/2022, article 3	/	Sans objet
6	Evacuation des matières	Arrêté Préfectoral du 26/08/2022 de mesures d'urgence, article 4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Fourniture d'un rapport d'accident (R.512-69)	Arrêté Préfectoral du 26/08/2022, article 5	/	Sans objet
11	Constat visite du 21/03/2021 - installations électriques	Arrêté Préfectoral du 16/09/2004, article 12	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les suites de l'inspection du 16/08/2022, les prescriptions en attente de conformité sont soldées (points de contrôle 2, 3, 4 et 5 du rapport de l'inspection des installations classées du 19 août 2022).

Concernant les prescriptions de l'arrêté de mesures d'urgence et de mise en demeure du 26/08/2022 :

- la mise en demeure de disposer d'un point d'eau à moins de 100 m des tas de matières ne peut être levée. L'inspection des installations classées a constaté la présence d'une bâche souple sur une aire en cours d'aménagement; ce point d'eau n'était pas opérationnel le jour de l'inspection. L'exploitant a informé l'inspection par mail du 4 novembre 2022 que la bâche souple et le système de pompage étaient opérationnels et complétés par une motopompe thermique de 15 m³/h ;
- l'exploitant n'a pas reçu de matière supplémentaire depuis l'incendie du 11 août 2022;
- l'exploitant fait le choix de ne pas évacuer les matières incendiées et de les ré-incorporer dans son process;
- l'exploitant a transmis les compte-rendus des incident/incendie survenus en 2022.

Concernant l'arrêté préfectoral complémentaire du 08/09/2022 :

- l'étude de dangers est cours de mise à jour; le délai attendu par l'administration est le 08/12/2022;
- les eaux du bassin de rétention ont été analysées : 3 paramètres sont en dépassement des seuils autorisés pour une évacuation vers le milieu naturel (DCO, azote et phosphore). L'exploitant travaille sur une solution soit d'évacuation soit de traitement des 1 000 m³ d'eau présente. A l'issue de la solution retenue, le curage du bassin sera effectué. Le terme d'exécution du vidage du bassin n'est pas échu (08/12/2022).

En conséquence des constats réalisés, l'inspection des installations classées **ne propose pas au préfet de lever la mise en demeure, ni d'abroger les prescriptions de mesures immédiates à titre conservatoire**, compte tenu que l'exploitant doit apporter la preuve de sa capacité à assurer un débit d'eau à 60 m³/h pendant au moins deux heures en cas d'incendie, avant de transmettre un dossier technique détaillant les moyens de lutte contre les incendies.

L'exploitant n'est toujours pas autorisé à réceptionner des matières brutes sur les parcelles 27 et 117 tant que le débit d'eau à 60 m³/h n'est pas validé.

L'étude de dangers est attendue pour le 08/12/2022.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident ou d'incident
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/08/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : susceptible de suites • date d'échéance qui a été retenue :05/09/2022
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre sous 15 jours les compte-rendus des incidents survenus en 2022 sur la base du formulaire du BARPI accessible à l'adresse suivante : https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis par courrier du 12/09/2022 les formulaires BARPI remplis et détaillant les incidents survenus le :</p> <p>21/01/2022 : feu dans un andain - direction</p> <p>29/05/2022 : feu dans un andain de matière végétale brute - voisin appel SDIS</p> <p>23/07/2022 : feu dans un andain d'écorces résineux broyées - alerte voisin</p> <p>11 et 14/08/2022 : feu dans un andain de matière brute, propagation à 3 autres andains entre le 11 et 14/08/2022 - salarié</p> <p>18/08/2022 : fumée dans un andain de fumier</p> <p>Un rapport interne est transmis également concernant le départ de feu le 23/08/2022 au niveau des équipements du mélangeur dans la zone à l'entrée du parking du site.</p> <p>Concernant les incendies survenus sur le site en 2022, les alertes ont été données par les voisins à 2 reprises.</p>
Observations : <p>L'inspection souligne l'impressionnante série d'incendie sur l'année 2022. L'exploitant pourrait utilement investir dans une surveillance par caméra (vidéo et thermique) pour écarter tout acte éventuel de malveillance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Constat inspection du 16/08/2022 - Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2012, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Quantité de matières présente sur site
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/08/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : susceptible de suites• date d'échéance qui a été retenue : 05/09/2022
Prescription contrôlée : <p>Le tableau de classement de l'établissement indique pour la rubrique 2171, une quantité maximum autorisée de 20 000 m³ pour les produits finis et 4 000 m³ pour les fumiers de cheval.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre sous 15 jours l'état des stocks de l'ensemble des matières sur site, en volume et localisation à la veille de l'incendie du 11 août 2022.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis par courrier du 12/09/2022 l'état des stocks présents sur site au 10 août 2022. L'exploitant déclare la présence de :</p> <ul style="list-style-type: none">- 59 961 m³ de matières premières dont 3 038 m³ de fumier de cheval- 9 378 palettes représentant un volume de 19 694 m³ de produits finis <p>Sous la rubrique 2780, les écorces et le fumier compostés en 2021 représentent :</p> <ul style="list-style-type: none">- 5 260 tonnes d'écorces- 4 500 tonnes de fumier <p>Soit un tonnage journalier de 26,7 t/j (en dessous du seuil IED de la rubrique 3532 de 75 t/j).</p>
Observation : <p>A ce jour l'article 2 de l'arrêté préfectoral DIDD-2012 n°345 du 07/11/2012 indique la rubrique 2171 pour 20 000 m³ de "support de culture (produits finis)". L'exploitant doit régulariser sa situation administrative par un porter à connaissance afin d'intégrer le volume de matière première dans la rubrique 2171.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Constat inspection 16/08/2022 - lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Appareils d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/08/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : susceptible de suites• date d'échéance qui a été retenue : 05/09/2022 (plan d'action)
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée de moyens nécessaires d'alerte des services d'incendie et de secours ainsi que de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite des tas de matières avant, pendant et après compostage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures. A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. Si cette dernière n'est pas

<p>exclusivement destinée à l'extinction d'incendie, l'exploitant matérialise le volume requis pour assurer la défense contre l'incendie et s'assure de la disponibilité permanente de la réserve d'eau. Son dimensionnement et son implantation doivent avoir reçu l'accord des services départementaux d'incendie et de secours avant la mise en service de l'installation ;</p> <p>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. En cas de risque élevé d'incendie, l'installation est également dotée de robinets d'incendie armés situés à proximité des issues des bâtiments fermés. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont disponibles en permanence et dimensionnés pour fonctionner efficacement quelle que soit la température extérieure, et notamment en période de gel.</p> <p>L'exploitant fait procéder à la vérification périodique et à la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Les résultats des contrôles et, le cas échéant, ceux des opérations de maintenance sont consignés.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre sous 15 jours un plan d'action permettant d'assurer que tout point de la limite des tas de matières avant, pendant et après compostage se trouve à moins de 100 m d'un appareil permettant de fournir un débit de 60 m³/h pendant une durée d'au moins 2 heures en cas de départ de feu.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre à jour son étude de dangers sous 3 mois. Un arrêté préfectoral complémentaire est proposé en ce sens (APC du 08/09/2022).</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par courrier du 12/09/2022 un plan d'action permettant d'assurer que tout point de la limite des tas de matières avant, pendant et après compostage se trouvera à moins de 100 m d'un appareil permettant de fournir un débit de 60 m³/h pendant une durée d'au moins 2 heures en cas de départ de feu.</p> <p>Le plan d'action est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - arrivée d'une réserve souple de 160 m³ avec vanne d'aspiration DSP100 assurant un débit de 60 m³/h. La bache souple n'était pas opérationnelle le jour de l'inspection ; - prévision d'ajout de point de distribution ou d'un autre réserve d'eau permettant de garantir une alimentation à moins de 100 m des différentes zones de stockage de matières premières ; - action envisagée sur la mise en place de moyens de détection ; - plan de formation mis à jour pour la manipulation 1^{ère} intervention (RIA) ; - mise en place d'une procédure de gestion des matières (règles de stockage) ; - mise en place de vidéosurveillance, caméras thermiques, caméras infra-rouge, sondes de température ; - consultation du cabinet Atélice pour la mise à jour de l'étude de dangers. <p>L'exploitant a passé commande auprès d'un prestataire extérieur pour la mise à jour son étude de dangers. L'exploitant s'engage à finaliser la mise à jour de son étude de dangers pour début décembre 2022 (date d'échéance : 08/12/2022).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Mesures réactives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre les incendies
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 16 de l'arrêté préfectoral D3-2004 n°708 du 16/09/2004 en disposant soit d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple), soit d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite des tas de matières se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m ³ /h pendant une durée d'au moins deux heures dans un délai de 2 semaines à compter de la notification de l'arrêté préfectoral DIDD-2022 n°249 du 26/08/2022.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant déclare disposer des moyens de lutte contre un incendie suivants : <ul style="list-style-type: none">• 6 extincteurs CO₂, 30 extincteurs poudre et 41 extincteurs eau, 1 enrouleur mobile, 6 vannes incendie et une centrale incendie ;• l'interdiction de fumer sur site ;• contrôle annuel des équipements électriques ;• site clôturé ;• formation des salariés à la manipulation des extincteurs et des RIA ;• système d'alarme incendie déclenché manuellement au niveau des bâtiments ;• exutoires de désenfumage au niveau des bâtiments ;• ronde sécurité incendie à la fin de chaque poste de travail, à l'aide d'un « stick » permettant de tracer 50 points de passage ;• nettoyage à la fin de chaque poste de travail ;• affichage de consignes ;• audit annuel de l'assureur sur la base d'une grille d'évaluation commune aux sites Premier Tech Horticulture (Isère, Sarthe et Charente-Maritime) ;• bâche souple de 160 m³ non opérationnelle le jour de l'inspection. <p>L'exploitant a informé l'inspection par mail du 4 novembre 2022 que la bâche souple et le système de pompage étaient opérationnels et complétés par une motopompe thermique de 15 m³/h. L'exploitant déclare que la mise en place de la bâche souple a été validée par le SDIS.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer <u>sous 15 jours</u> que le débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures est assuré (bâche souple + réserve incendie + forage) pour des interventions internes et externes.</p>
Observation : Il est rappelé à l'exploitant que tous les points d'eau incendie du site doivent faire l'objet d'une visite de réception par le SDIS. Cette visite de réception a pour objectif de s'assurer que les points d'eau incendie correspondent aux caractéristiques attendues et aux dispositions du guide départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie, de leur fiabilité et de leur utilisation rapide en toutes circonstances par les services de pompiers. Elle permet également, pour le SDIS de référencer et localiser les points d'eau incendie dans le but de les intégrer dans la base de données départementale. Pour la visite de réception des points d'eau incendie, l'exploitant doit solliciter le groupement des opérations par courrier (operations@sdis49.fr). L'exploitant tient à disposition de l'inspection le procès-verbal de réception des points d'eau incendie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Suspension des entrées de matières premières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2022, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des andains de matière végétale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'entrée de matières premières sur la plateforme positionnée sur les parcelles n°27 et 117 est suspendue dans un délai de 24 heures à compter de la notification du présent arrêté, en application de l'article L.171-8 tant que les dispositions de l'article 2 ne sont pas respectées. Toute reprise d'activité est soumise à accord préalable du préfet sur la base d'un dossier technique remis au préalable par l'industriel détaillant les moyens de lutte contre les incendies mis en place afin de répondre aux dispositions de l'article 16 de l'arrêté préfectoral D3-2004 n°708 du 16/09/2004. La reprise d'activité pourra faire l'objet des modalités prévues par l'article R.512-70 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant déclare ne pas avoir rentré de nouvelles matières premières depuis le 11 août 2022. Le dossier technique permettant la reprise d'activité n'a pas été déposé à ce jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Evacuation des matières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2022, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Evacuation des matières végétales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait évacuer sous 2 semaines la matière ayant subi les incendies vers une filière de traitement agréée, et transmet les justificatifs à l'inspection des installations classées dès réception. Le reste des matières premières de la plateforme (parcelles n°27 et 117) est évacué tant que les moyens de lutte contre les incendies appropriés ne sont pas disponibles.
Constats : L'exploitant déclare qu'il a mis fin au feu d'andains le vendredi 26 août 2022, par l'utilisation de 1 000 m ³ prélevés dans le cours d'eau Authion. Considérant que l'eau utilisée pour l'extinction des incendies ne contenait pas d'additif, l'exploitant compte utiliser les matières premières restantes dans son process de compostage. Aucune matière ne sera évacuée.
Observation : L'exploitant doit s'assurer de la compatibilité des matières incendiées avec les normes NFU, notamment NFU 44-051 et NFU 44-551.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Fourniture d'un rapport d'accident (R.512-69)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2022, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Formulaire d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet sous 15 jours à l'inspection des installations classées un rapport d'accident pour chaque incendie survenu en 2022 qui précise les circonstances et la chronologie des événements, les causes et les conséquences des incendies, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour en palier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyens et long terme.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées des rapports d'accident pour chaque incident survenu en 2022. voir point de contrôle n°1
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Etude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour de l'étude
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet la mise à jour de l'étude de dangers de mars 2012 dans le délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant s'engage à transmettre la mise à jour de son étude de dangers <u>pour le 8 décembre 2022</u> . voir point de contrôle n°3
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Qualité des eaux du bassin

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant réalise une analyse du bassin de rétention sous 1 mois sur la base des paramètres de l'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral D3-2004 n°708 du 16/09/2004.</p> <p>Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception. Si les valeurs seuils sont dépassées, l'exploitant évacue les eaux du bassin vers une filière de traitement agréée, et transmet les justificatifs à l'inspection des installations classées dès réception.</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis par mail du 11/10/2022, les résultats d'analyses d'eau du bassin de régulation réalisées le 14/09/2022. Le rapport conclut sur les valeurs suivantes :</p> <p>pH : 8,0 MES : 94 mg/l DCO : 1 529 mg/l pour une valeur seuil à 300 mg/l DBO₅ : 4,0 mg/l Azote total Kjeldahl : 59 mg/l Azote ammoniacal : < 0,780 mg/l Azote global : 70 mg/l pour une valeur seuil à 30 mg/l Phosphore total : 35 mg/l pour une valeur seuil à 10 mg/l Hydrocarbures totaux : 0,21 mg/l</p> <p>Les résultats ne sont pas conformes aux valeurs limites de l'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral D3-2004 n°708 du 16/09/2004 sur les paramètres DCO, azote global et phosphore total. L'exploitant doit faire évacuer les eaux du bassin vers une filière agréée ou procéder au traitement de l'eau jusqu'à sa conformité vis-à-vis des paramètres ci-dessus.</p> <p>Afin d'éviter une dilution de la pollution et le risque de débordement du bassin, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à l'évacuation des eaux du bassin ou à son traitement <u>sous 1 mois</u>.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Curage du bassin de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Bassin de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant réalise sous 3 mois le curage du bassin de rétention d'une capacité de 2 000 m³ tout en maintenant 500 m³ disponibles immédiatement de réserve d'eau en cas d'incendie pour le SDIS.</p>
<p>Constats : L'exploitant est en cours de recherche d'une solution pour gérer les eaux du bassin de rétention. Le délai pour le curage du bassin n'est pas échu.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Constat visite du 21/03/2021 - installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2004, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, contrôle réglementaire
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/08/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : susceptible de suites• date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2022
Prescription contrôlée : <p>Les installations électriques sont contrôlées annuellement.</p> <p>L'exploitant transmet le contrôle électrique au titre de l'année 2022. Ce rapport ne concerne que les contrôles sur les "bâtiment vestiaire - local technique 121" et "bâtiment bureau - local technique", ainsi que le Q18. Ce dernier en date du 4 mars 2022 indique que les installations ne peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser en 2022 le contrôle électrique sur l'ensemble des locaux, l'atelier conditionnement, la sortie palettiseur.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis par mail du 11/10/2022 :</p> <ul style="list-style-type: none">- le rapport du contrôle électrique réalisé par l'Apave le 23/09/2022 sur les installations basse tension (local compresseur, atelier conditionnement et local électrique du nouveau conditionnement) ;- le certificat Q18 du 23/09/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet